

Registre d'armes à feu: offensive de Hoepner

Journal Metro, 13 août 2010 18:04

Marie Vastel

OTTAWA - Chose promise, chose due. La députée conservatrice à l'origine d'un projet de loi pour abolir le registre des armes d'épaule partira en croisade jusqu'à la fin septembre afin de s'assurer que des députés d'opposition sympathiques à sa cause n'abandonnent pas le bateau.

Tel qu'elle l'annonçait en juin dernier, la députée Candice Hoepner se rendra dans trois provinces, d'ici la rentrée parlementaire, afin d'y convaincre les électeurs de réclamer à leurs élus fédéraux d'appuyer son projet de loi C-391. Car elle estime que ceux-ci n'auront d'autre choix que d'écouter leurs électeurs.

«Tant et aussi longtemps qu'ils (les députés d'opposition) sont fidèles aux gens qui les ont élus, et non à leur chef politique à Ottawa, je pense que le projet de loi a une très bonne chance de l'emporter», a estimé la députée qui représente un comté rural du Manitoba.

Mme Hoepner sera donc de passage en Colombie-Britannique, au Yukon et dans le nord de l'Ontario, en septembre, dans des circonscriptions détenues par des députés néo-démocrates et libéraux qui ont déjà appuyé son projet de loi.

Mais si la conservatrice mise sur le pouvoir de persuasion des électeurs, les députés visés par sa campagne, eux, répliquent que les discussions menées en comité parlementaire, ce printemps, les ont fait réfléchir.

Le libéral Keith Martin, pour sa part, avait choisi d'envoyer le projet de loi C-391 pour qu'il soit étudié au comité de la sécurité publique. Mais maintenant qu'il a entendu les témoignages des associations policières, qui se sont prononcées en grand nombre en faveur du maintien du registre, M. Martin a changé son fusil d'épaule.

Ce n'est donc pas la campagne de Mme Hoepner qui influencera son vote le moment venu. Ni l'imposition par son chef, Michael Ignatieff, d'une ligne de parti afin d'obliger ses députés à voter en faveur du maintien du registre.

«J'ai été à l'encontre de lignes de parti dans le passé», a rétorqué le député de la Colombie-Britannique.

Quant au néo-démocrate Charlie Angus, qui s'oppose depuis des années au registre national dans son ensemble, il n'a pas été convaincu par les réponses offertes par les conservateurs aux questions qu'il soulevait. Sceptique quant à la solution que pourraient proposer les troupes de Stephen Harper, il n'est pas certain d'appuyer une fois de plus le projet de loi de Mme Hoepner, tant qu'il n'aura pas eu les explications qu'il recherche.

De toute façon, la tournée de Mme Hoepner a d'abord et avant tout été organisée pour amasser des fonds pour son parti, ainsi qu'un capital politique, estime l'opposition.

«Ne vous y méprenez pas, la tournée de Mme Hoepner est une tournée politique pour pouvoir amasser de l'appui pour le Parti conservateur. C'est tout ce que c'est. Et elle se sert du registre des armes à feu comme outil», a martelé M. Martin, en entrevue téléphonique.

D'autant plus que si les conservateurs voulaient vraiment abolir le registre des armes d'épaule, ils auraient pu le faire par le biais d'un projet de loi gouvernemental ou en introduisant une telle mesure dans l'un de leurs budgets, qui ont tous été adoptés depuis 2006.

«Ce gouvernement a eu six ans pour s'occuper du registre des armes à feu, et il ne l'a jamais fait», a déploré M. Angus, qui représente une circonscription du nord de l'Ontario.

Sa collègue Carole Hughes, qui n'a pas encore décidé de quelle façon elle voterait le moment venu, a pour sa part soutenu que les citoyens du nord de l'Ontario avaient bien d'autres préoccupations que l'abolition du registre des armes d'épaule, comme l'assurance-emploi ou l'avenir de l'industrie de forestière. Pas plus de trois ou quatre électeurs ont abordé le sujet avec elle depuis le début de l'été, a-t-elle indiqué.

Le prochain vote sur le projet de loi C-391 est prévu dès les premiers jours de la rentrée parlementaire, le 22 septembre.

Lors des derniers votes, une vingtaine d'élus libéraux et néo-démocrates se sont rangés du côté des conservateurs et se sont prononcés pour supprimer l'obligation d'enregistrer les armes de chasse au registre national des armes à feu. Les bloquistes s'étaient tous prononcés contre le projet de loi de Mme Hoepner.

<http://www.journalmetro.com/linfo/article/602953--registre-d-armes-a-feu-offensive-de-hoepner--page0>